10 février 2008, Québec

Allocution à l'occasion de l'émission radiophonique hebdomadaire de la Tribune parlementaire

Alors, bonjour, mesdames et messieurs! La semaine commence sur le bon pied, puisque, vendredi dernier, Québec a obtenu les chiffres d'emploi. À chaque vendredi, chaque premier vendredi de chaque début de mois, Statistique Canada rend publics les chiffres de l'emploi pour tout le Canada, incluant le Québec.

Vendredi dernier, nous avons appris que le taux de chômage au Québec est à 6,8 pour cent : le plus bas taux de chômage en 33 ans. Il s'est créé 7 000 emplois au mois de janvier dernier. Et tout cela nous part sur le bon pied pour l'année 2008. Évidemment, dans un contexte où il y a beaucoup de questionnement sur l'avenir économique – je pense, entre autres, au secteur forestier qui vit encore de très grandes difficultés; le secteur manufacturier, où il y a des pressions très importantes venant des pays émergents, dû au fait que le dollar canadien est presque à parité avec la monnaie américaine – mais aussi dans un contexte où il y a un ralentissement économique qui s'annonce du côté des États-Unis. Certains parlent même de la possibilité d'une récession, ce que nous ne souhaitons pas. Mais, évidemment, si tel devait être le cas, même un ralentissement aurait un impact sur notre économie. C'est inévitable. Notre économie est beaucoup axée sur les exportations, et ces exportations sont beaucoup, à plus de 80 pour cent, concentrées aux États-Unis. C'est donc dire que les chiffres d'emploi nous font la démonstration qu'il y a de la robustesse dans le marché de l'emploi au Québec. D'ailleurs, l'écart entre le taux de chômage québécois et ontarien est à son plus bas niveau depuis toujours, ce qui indique qu'on gagne en termes de compétitivité. Mais il ne faut surtout pas baisser les bras; il faut surtout essayer de prévenir, de voir ce qui vient et, surtout, de prévenir ce qui pourrait être un ralentissement économique et s'assurer que chez nous, au Québec, on se donne les moyens d'assurer une certaine croissance de l'économie et de l'emploi, ce que nous pensons pouvoir faire avec notre programme de 30 milliards de dollars sur les infrastructures et de 31 milliards de dollars au niveau énergétique.

Cela étant dit, je veux aborder un sujet, cette semaine, qui est souvent abordé avec moi lorsque je rencontre des gens; on me parle de différents rapports que le gouvernement reçoit et commente. Il m'arrive de croiser des gens qui me demandent pourquoi on commande des affaires à l'extérieur et qui s'interrogent sur l'utilité d'un tel rapport : est-ce que ça va servir ou est-ce que ce sera tabletté? Est-ce que ça vaut la peine de dépenser des fonds publics pour confier à des gens qui sont pas des parlementaires – qui sont pas des élus, finalement – de solliciter un avis sur un sujet précis. Inutile de vous dire que chaque cas est un cas d'espèce. Il faut prendre chaque dossier selon ses mérites. Mais le

gouvernement doit de temps en temps demander un avis de l'extérieur. D'abord, parce que, souvent, ce sont des sujets très complexes, qui commandent une expertise, un regard particulier, d'une part. D'autre part, parce qu'on veut, des fois, consulter la population, on veut avoir des avis. Et en mandatant des personnes pour aller étudier ces questions-là, bien, on se donne, dans le fond, une information, on se donne l'occasion d'un certain recul sur certains dossiers, qui nous permet de mieux décider sur ces enjeux. Dans les rapports que nous avons commandés, on en a reçu un cette semaine par un monsieur Gagné, un économiste très connu, sur la question des aides fiscales pour les régions ressources par rapport aux autres régions québécoises. Le gouvernement du Québec a mis en place, depuis plusieurs années, des aides spécifiques à ce qu'on appelle les régions ressources pour [les] aider à développer leur économie. Et depuis quelques années maintenant, on se questionne sur l'impact des programmes.

On se demande si ces programmes n'ont pas pour effet d'enlever des emplois dans une région pour les renvoyer dans une autre, ce que personne ne veut, en passant. Ce serait un non-sens que de prendre des emplois dans une région pour les envoyer dans une autre; [on ne va pas] déshabiller Paul pour habiller Jean, ça n'a pas d'allure. Il faut quand même aborder ces questions-là avec beaucoup, beaucoup de soin, parce qu'il y va de l'avenir de nos régions et de l'ensemble du Québec.

Le gouvernement du Québec a donc reçu cette semaine le rapport Gagné, rapport qui nous fait une évaluation des programmes d'aide fiscale disponibles aux régions ressources par rapport à l'ensemble du Québec. Et dans ce rapport, il y a des recommandations que nous allons probablement adopter, mais d'autres que nous n'adopterons pas. En tout cas, nous prendrons tout le temps nécessaire pour l'étudier, pour consulter les partis d'opposition. Mais je peux vous donner un exemple. D'emblée, dans le rapport Gagné, on remet en question les programmes d'aide pour la région de la Mauricie. Or, le gouvernement du Québec reconnaît spontanément que, dans la région de la Mauricie, il y a des problèmes économiques très importants. Il faut être solidaires de ce qui se passe chez nos amis en Mauricie, et le gouvernement du Québec va continuer, peu importe la forme, à donner un coup de main à cette région, qui en a grandement besoin. Un autre rapport sera bientôt publié mais arrivera sous une autre forme : c'est un livre, un livre vert. Un « livre vert », dans le jargon gouvernemental, c'est un livre qui est publié pour fins de discussion. Ce n'est pas des positions de gouvernement, mais ça étale, ça nous exprime, en fin de compte, des choix qu'on propose pour des fins de discussion. Celui-là est très, très attendu, parce qu'il est sur la forêt, puis, entre autres, sur le régime forestier, sur les lois et les règlements qui encadrent l'exploitation de la forêt. Et depuis 25 ans, on n'a pas revu le régime forestier. Imaginez-vous que la question devient drôlement importante, parce qu'il y en a moins, de forêt. On a surexploité notre

forêt; c'est donc dire que les choix que nous ferons pour l'attribution, la distribution : qui aura quoi en termes d'attributions forestières, ça devient très, très important. Et ce livre vert va nous permettre de faire avancer la discussion. Un autre rapport sera bientôt publié : celui-ci, sur l'avenir de l'agriculture et de l'agro-alimentaire au Québec, le rapport Pronovost. Encore là, depuis 1960, on n'avait pas fait, au Québec, une réflexion d'ensemble sur le secteur de l'agriculture et de l'agro-alimentaire et de tout ce qui est autour de ce secteur, incluant les programmes d'aide aux agriculteurs. Le rapport Pronovost sera bientôt déposé; le gouvernement en prendra acte. Encore une fois, nous allons, bien sûr, consulter les partis d'opposition sur la façon dont on doit aborder les changements dans ce secteur de l'agriculture et de l'agro-alimentaire. Un autre rapport sera bientôt publié : celui de Pierre Fortin. Pierre Fortin est un économiste réputé au Québec, à qui on a demandé de se pencher sur les questions d'investissement au Québec.

Un autre rapport sera bientôt publié aussi : celui de monsieur Castonguay. Monsieur Castonguay est un ancien ministre de la Santé au Québec, qui s'est penché sur la question du financement de notre réseau de la santé et des services sociaux. En passant, dans ce rapport, on s'est adjoint deux autres commissaires, qui sont issus – ou recommandés, devrais-je dire – du Parti québécois et de l'ADQ. Et voyez l'idée derrière ça, mesdames et messieurs, dans un contexte de cohabitation parlementaire : c'est d'impliquer dès le départ, quand c'est possible, des représentants des autres partis politiques pour que nous puissions ajouter leurs réflexions à celles du gouvernement et de tous les Québécois.

Finalement, l'autre grand rapport que nous attendons, c'est Bouchard-Taylor, qui sera livré à la fin de mars et qui va sans doute faire beaucoup, beaucoup couler d'encre, puisque c'est un enjeu, sur la question identitaire, qui a beaucoup occupé notre temps dans la dernière année. Finalement, un autre rapport publié et sur lequel le gouvernement a bougé immédiatement : c'est le rapport Ouellon sur l'enseignement du français dans le réseau scolaire québécois. Toute la question de la langue a fait couler beaucoup d'encre dans les dernières semaines. L'enseignement de la langue française dans le réseau scolaire, c'est un enjeu extrêmement important pour l'avenir du Québec. Le rapport Ouellon proposait 22 nouvelles mesures que nous avons adoptées. Les grands thèmes, c'est sur la place du français à l'école, les programmes de français, l'apprentissage par les élèves en français, accroître le niveau de préparation des enseignants, également, et renforcer les mesures de soutien. Ce que nous avons annoncé et ce que nous allons mettre en place, c'est le fait qu'un élève devra écrire un texte au moins une fois par semaine dans le cadre de son cours de français et faire régulièrement une dictée de manière à ce que l'acquisition des connaissances puisse être vérifiée. Il y aura l'ajout de deux examens ministériels d'écriture : un à la fin de la quatrième année du primaire et un autre à la fin de la

deuxième année du secondaire. Et nous avons également annoncé notre intention d'augmenter significativement le nombre de conseillers pédagogiques.

Malheureusement, dans les dernières années, dans l'effort d'équilibre budgétaire, il y a eu la mise à la retraite de 1 200 professionnels dans le réseau de l'éducation, et cela a causé, évidemment, beaucoup, beaucoup de difficultés. Nous allons ramener des conseillers pédagogiques, entre autres pour l'apprentissage du français. Il y aura en moyenne trois conseillers pédagogiques de plus par commission scolaire qui vont se consacrer exclusivement au français. Nous allons également augmenter le niveau de préparation du personnel enseignant. Et chaque enseignant du réseau scolaire primaire et secondaire devra se doter d'un plan de formation continue en français. Il y aura également un nouveau programme d'embauche de bibliothécaires scolaires. Tout ça, finalement, va engager le gouvernement à un investissement de 22 millions de dollars. C'est dire à quel point c'est un enjeu important pour l'avenir du Québec; important parce que la langue française, c'est au cœur de notre identité, c'est l'âme même de la nation québécoise. Mesdames et messieurs, bonne semaine. À dimanche prochain.